L'hebdo des socialistes

N°805
DU 9 AU 15 JANVIER 2016

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • Razzy Hammadi
• **RÉDACTRICE EN CHEF** • Sarah Nafti
• **RÉDACTEUR** • Pierre Kanuty
• **PHOTOGRAPHE** • Mathieu Delmestre
• **MAQUETTE** • Florent Chagnon
• **FLASHAGE ET IMPRESSION** PGE (94) Saint-Mandé
• **N° DE COMMISSION PARITAIRE** : 1118P11223
• **ISSN** 127786772
"L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 29 000 exemplaires

2
HOMMAGE AUX VICTIMES DU TERRORISME

3
MARCEL DEBARGE, UN GÉANT DU SOCIALISME

4
L'HEURE DU SURSAUT A SONNÉ

© NOTIMEX

SE SOUVENIR ET RÉSISTER

La rédaction de l'Hebdo des socialistes souhaite une bonne année à tous ses lecteurs. Après la terrible année 2015 qui a marqué chacun de nous, ces mots font sens. La République attaquée, il a fallu faire face et faire bloc. Pourtant, jamais il ne s'est agi de prétexter la lutte contre le terrorisme pour ne rien faire d'autre. A côté de l'état d'urgence qui a été décidé après les attentats, il y a, en effet, un état d'urgence sociale et économique. Après le succès de la conférence sur le climat, la réussite de la loi sur la transition écologique, le vote de la loi santé, c'est au tour des promesses sur la pénibilité d'être tenues.

Alors que s'ouvre le débat sur la réforme de la Constitution, il y a une question essentielle : comment adapter notre loi fondamentale à une nouvelle donne après les attentats ? La feuille de route pour les socialistes est simple : défendre la République contre ce qui l'affaiblit, contre ce qui la réduit, contre ce qui la divise. Faire converger la gauche militante avec ce qu'exprime le peuple français est une tâche incontournable face à un bloc réactionnaire qui s'est renforcé.

Nous entamons cette année en nous souvenant de nos morts, tombés sous les balles de barbares parce qu'ils étaient journalistes, juifs ou représentants de l'ordre. Nous ne les séparons évidemment pas des victimes des attentats du 13 novembre. Nous pensons à leurs familles. Nous travaillons à construire un pays plus sûr et à arracher les racines de ce mal qui transforment des jeunes en fanatiques et en terroristes.

C'est un acte de résistance, face à la peur et au repli, or la France, la gauche, ont toujours lutté contre toutes les formes de tyrannie. Souvenons-nous des mots de François Mitterrand : *« Laissez la tyrannie régner sur un mètre carré, elle gagnera bientôt la surface de la terre. »* Voilà pourquoi nous combattons pour la démocratie et la défense de nos libertés.

AGENDA

16 janvier 2016
Hommage à Marcel Debarge au Pré-Saint-Gervais

31 janvier 2016
Rassemblement des secrétaires de sections

LE PARTI SOCIALISTE REND HOMMAGE AUX VICTIMES DU TERRORISME

© MATHIEU DELMESTRE

Un an après les attentats qui ont fait 17 morts les 7, 8 et 9 janvier 2015, le Parti socialiste a souhaité rendre hommage aux victimes du terrorisme en organisant une exposition photos à son siège rue de Solférino, qui est ouvert au public pendant trois jours.

Depuis, 130 autres victimes sont venues s'ajouter à ce décompte macabre lors des attaques de Paris le 13 novembre. *« Ces tragédies demeureront gravées dans chacune de nos mémoires. Elles ne s'effaceront jamais »*, a rappelé le Président lors de ses vœux pour 2016. *« Je vous dois la vérité, nous n'en avons pas terminé avec le terrorisme, la menace est toujours là, elle reste même à son plus haut niveau, nous déjouons régulièrement des attentats »*, a-t-il souligné.
Le Président a également souhaité rendre hommage aux Français qui ont *« fait preuve dans ces circonstances de détermination, de solidarité, de sang-froid »*. Il s'est dit *« fier »* car, *« malgré le drame, la France n'a pas cédé. Malgré les larmes, elle s'est tenue debout. Face à la haine, elle a montré la force de ses valeurs, celles de la République. »*

MARCHES REPUBLICAINES

En janvier, les terroristes ont voulu assassiner la liberté d'expression que représentait Charlie. Ils ont aussi tué des juifs parce que juifs, des représentants des forces de l'ordre, ou d'autres qui étaient juste au mauvais endroit. Mais ce que l'on retiendra également de ce triste mois de janvier, ce sont ces marches républicaines. Ces millions de Français qui spontanément se sont rassemblés pour dire non à la violence et à la peur. Pour dire que non, la France ne s'habituerait pas à ce que l'on tue pour un dessin ou une confession.

Plus de 4 millions de personnes ont défilé partout en France. Le dimanche 11 janvier, 44 chefs d'État menaient la manifestation partie de la place de la République, devenue lieu d'hommage aux victimes.

Si on a pu avoir tendance à sous-estimer le danger, la France ayant été relativement épargnée depuis les crimes de Mohammed Merah en 2012, cette année 2015 nous aura rappelé de la manière la plus tragique que le terrorisme islamiste tue partout dans le monde et que la lutte contre le terrorisme est un impératif partagé. Dans notre état de droit, elle doit se faire dans le respect des libertés fondamentales.

Pour Manuel Valls, *« la gauche doit être capable de porter l'idée de nation »*, et les piliers qui la fondent : *« la nationalité, le patriotisme, nos frontières »*. *« Une frontière, même si elle doit être contrôlée avec fermeté, n'est pas une barricade, le patriotisme n'est pas le nationalisme, la nationalité n'est pas un enfermement »*, a précisé le Premier ministre. *« Notre vision de la nation, celle qui doit rassembler tous les Républicains, c'est une volonté d'ouverture sur les autres et sur le monde, autant que le sentiment d'appartenir à une même communauté de valeurs qui fonde notre contrat républicain »*, a-t-il poursuivi. Il souhaite que le droit d'asile soit *« pleinement appliqué »*, mais *« de façon ordonnée et maîtrisée »*. Sinon, *« la menace terroriste et les craintes en matière d'immigration vont se fondre dans l'esprit des peuples européens et hystériser le débat politique »*.

EN BREF

POLOGNE

« Depuis sa victoire aux élections présidentielles et législatives fin 2015, le Parti ultra conservateur Droit et Justice (PiS) tente de faire promulguer au plus vite une série de lois liberticides », s'alarme Philip Cordery, SN à l'Europe dans un communiqué. *« La dernière loi prévoit ainsi un contrôle gouvernemental sur les médias publics, qui pourrait engendrer des formes modernes de censure et de propagande d'Etat. »*
Le Parti socialiste appelle les dirigeants et les parlementaires européens à prendre les mesures qui s'imposent pour la défense de la liberté de la presse et de la démocratie en Pologne comme dans toute l'Europe.

ESPAGNE

Alors que les Espagnols se sont rendus aux urnes le 20 décembre, aucun parti ne dispose de la majorité absolue. Mariano Rajoy, leader du PP, parti arrivé en tête avec 28,72% des voix devant le PSOE (22,01%), Podemos (20,66%) et Ciudadanos (13,93%) tente de former une coalition. Le congrès des députés, qui débutera le 13 janvier doit permettre d'élire le nouveau président du gouvernement. Ce dernier doit alors obtenir l'appui du congrès à la majorité absolue, puis à la majorité simple, au cours des deux mois suivant le début du congrès. Sinon, le parlement sera dissous, et de nouvelles élections convoquées.

DISPARITIONS

MARCEL DEBARGE, GÉANT DU SOCIALISME

©GERARD FOUET / AFP

Le socialisme français des années 70 aux années 90 fut rythmé par des noms familiers qui constituaient les piliers de *« la vieille maison »*. Marcel Debarge en était un. Pas un chef de courant ou le leader d'une motion lors d'un congrès, pas forcément un *« éléphant »*, même s'il en avait la carrure. Dans sa personnalité comme dans son parcours, il était un socialiste entier.
Ce fils de mineur était né dans le Pas-de-Calais ouvrier. Militant syndical aux PTT puis adhérent du PS en 1969, il entre à la direction du Parti en 1977 où il occupe successivement plusieurs fonctions dans le secrétariat national, notamment les entreprises, les relations extérieures ou les fédérations. Il fut le premier à plaider pour le statut d'élu au sein du Parti.

Proche de François Mitterrand, il déjeune deux fois par an au Pouilly Reuilly avec le Premier secrétaire du Parti socialiste et son franc parler n'épargnait pas l'homme du 10 mai que les socialistes d'alors vouvoyaient et appelaient *« Président »*.

Son *« fief »* était la ville du Pré Saint-Gervais dont il fut longtemps le sénateur-maire et la fédération de Seine-Saint-Denis. Avec Claude Fuzier et Gilbert Bonnemaison, il incarnait ce socialisme du *« 93 »*, debout dans la banlieue rouge longtemps dominée par le PCF. Un parti face auquel il fut un des négociateurs socialistes.

Plusieurs fois ministre entre 1981 et 1993, il fut aussi le numéro 2 du Parti auprès de Pierre Mauroy après le Congrès de Rennes.

Debarge était aussi un passeur. Celui qui lui succéda au Pré Saint-Gervais, Claude Bartolone voyait en lui un *« colosse politique »* et un de ces exemples de la réussite républicaine.

Le Parti socialiste salue la mémoire d'un de ses grands dirigeants. Mais il ne s'agit pas seulement d'honorer une mémoire, il s'agit de méditer et de s'inspirer d'un exemple, une certaine idée de l'engagement et du militantisme, le sens de la gauche, le sens de l'État, le courage et la détermination à résister malgré les épreuves.

HOCINE AÏT AHMED, RÉVOLUTIONNAIRE, SOCIALISTE ET DÉMOCRATE

© ANADOLU AGENCY

La mort du leader socialiste algérien Hocine Aït Ahmed en décembre marque la fin d'une époque. Celle où les acteurs de la révolution algérienne ont continué à militer pour construire le pays qu'ils voulaient. Cela a conduit à des divergences, des combats internes également. Pour les socialistes français, c'est le parcours d'Hocine Aït Ahmed qui correspondait le mieux à nos valeurs, celle d'un socialisme démocratique.
Il était *« le dernier neuf »*, c'est-à-dire, les initiateurs de la Révolution algérienne qui commença le 1er novembre 1954 par l'insurrection restée dans l'Histoire comme la Toussaint rouge. De ce fait, il fut aussi un des fondateurs du Front de libération nationale. Comme beaucoup de militants de la cause nationale algérienne, il a mis ses premiers pas, très jeune, dans ceux de Messali Hadj, l'un des pères de l'indépendance algérienne. Devant l'intransigeance de la France, ces jeunes militants assument la lutte armée sans délaisser une résolution qui passe aussi par une solution diplomatique.
Après l'indépendance en 1962, Hocine Aït Ahmed est de ceux qui espèrent l'instauration d'une démocratie pluraliste, mais le coup d'Etat de 1965 brise cet espoir. Désormais, après l'indépendance, il faut lutter pour la démocratie. Ce sera le combat de sa vie au sein du parti qu'il fonde en 1963 le Front des forces socialistes qui dispose aujourd'hui de 27 députés. Depuis toujours, les relations entre Hocine, ses camarades du FFS et le PS ont été très étroites et nous perdons un frère.
Sa mort est l'occasion d'une nouvelle prise de conscience de la route qu'il reste à parcourir pour parachever la démocratie en Algérie. Elle a rassemblé plus d'un millions de personnes.
Hocine Aït Ahmed a laissé une autobiographie écrite en 1983 et rééditée aux éditions Barzakh sous le titre *Mémoires d'un combattant.*

L'heure du SURSAUT a sonné

PS
SOCIAL-ÉCOLOGIE